

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 28/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES

ZAC OUEST OZE, 759 route du Circuit
31800 Saint-Gaudens

Références : 2025 - 69
Code AIOT : 0006804665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES implanté Site de Pihourc Lieoux et Latoue 31800 Lieoux. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT DE TRAITEMENT ORDURES MENAGERES DES PYRENEES
- Site de Pihourc Lieoux et Latoue 31800 Lieoux
- Code AIOT : 0006804665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une installation de stockage de déchets non dangereux située sur les communes de Lieoux et de Latoue.

L'installation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 05 décembre 2011, du 4 juin 2013 et du 11 juillet 2019. La capacité annuelle de stockage est de 85000 tonnes de stockage de déchets par an.

Le site dispose d'une station de traitement des lixiviats et de plusieurs équipements pour l'épuration et l'injection du biogaz dans le réseau de gaz.

Depuis 2000, une plateforme de compostage traite et valorise les déchets verts des collectivités adhérentes au syndicat et depuis 2015, un service bois-énergie produit de la plaquette forestière.

L'installation de stockage des déchets non dangereux, qui était exploitée depuis le 12/12/2008, et jusqu'au 31 décembre 2022 par le SIVOM, relève de la législation des installations classées selon le classement ci-dessous :

- 3540-1 à Autorisation (Installations de stockage de déchets) ;
- 2760-2b à Autorisation (Installations de stockage de déchets) ;
- 2910-b-1 à Enregistrement (Combustion) ;
- 2780-1-c à Déclaration (Installations de compostage des déchets verts) ;
- 2780-2-c à Déclaration (Installations de compostage de la fraction fermentescible d'ordures ménagères) ;
- 2515-1-b à Déclaration (Broyage, concassage ... de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux) ;
- 1532-2-b à Déclaration (Stockage de bois).

Le transfert de l'autorisation d'exploiter le site au profit du SYSTOM des Pyrénées a été acté par arrêté préfectoral du 26 décembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Couverture du casier	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 30	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	Maintien des équipements	Arrêté Préfectoral du 26/02/1997, article 2.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Stockage de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
10	Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > III.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Exigences relatives à la collecte et au traitement des eaux superficielles	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14 > I.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > II.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > I.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
20	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 25.1	prescription	l'exploitant	
21	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33bis	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Conditions de l'élimination - Caractérisation et contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Situation administrative - Rubrique 1532	Code de l'environnement du 13/10/2023, article R. 511-9 (Annexe)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
16	Gestion des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > II.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
19	Dispositif de détection des départs d'incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	/	Sans objet
22	Prévention du risque incendie (Natech)	Autre du 11/10/2024, article Code forestier : L. 133-1 et L. 134-5 et suivants	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence, lors de la visite, 15 constats de non conformités (demandes d'action correctives et/ou demandes de justificatifs) relatives à :

- le casier n°4 de l'ISDND du Pihourc 1 n'a pas fait l'objet d'une couverture finale ;
- le dernier import des données sur le Registre National des Déchets et Terres excavées et Sédiments avait un décalage de 3 semaines le jour de la visite ;
- diverses modifications sont survenues sur le site (stockage de déchets inertes, broyage de déchets verts, stockage de déchets de bois etc.) et le Porter à connaissance relatif à ces modifications n'a pas encore été transmis ;
- le stockage et le broyage de déchets verts réalisés au droit du casier n°6 se font sans respect des différentes prescriptions applicables à ce type d'activité ;
- certains bassins ne sont pas équipés de bouées ;
- les résultats des analyses eaux pluviales effectuées en 2024 montrent un dépassement pour le paramètre MES au niveau du bassin d'eaux pluviales EP3 ;
- les résultats des analyses des lixiviats traités effectuées en 2024 montrent des dépassements pour plusieurs paramètres ;
- l'exploitant n'a pas présenté, le jour de la visite, le programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés ;
- l'exploitant n'a pas présenté, le jour de la visite, la cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place ;
- l'exploitant n'a pas présenté, le jour de la visite, le programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats ;
- l'exploitant doit prendre en compte les remarques de l'inspection sur le programme de surveillance des rejets de l'installation ;
- l'exploitant doit réaliser l'analyse de la radioactivité des eaux souterraines au droit du site ;
- la qualité de l'eau des réserves incendie identifiées doit être compatible avec les équipements du SDIS ;
- les modalités d'entretien des bassins utilisés pour la réserve incendie ne sont pas précisées ;
- les modalités de rétention des eaux incendie et la localisation des vannes sur le plan des réseaux ne sont pas précisées dans le Plan de défense Incendie ;
- les conclusions de l'étude de dangers relative à la centrale de valorisation de biogaz doivent être transmises.

A l'issue de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites susceptibles d'être données.

L'inspection a constaté :

- le non-respect des points 2 et 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2024 (le respect des points 1, 3 et 4 ayant été confirmé lors de la visite et le respect du point 6 ayant déjà été justifié dans le courrier en réponse de l'exploitant transmis en mars 2024) ;

- le non-respect des points 2 et 3 l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024 (la non conformité du point 1 est levée, l'exploitant ayant justifié que les déchets non inertes étaient utilisés dans le cadre du recouvrement du casier en cours d'exploitation).

A ce stade, l'inspection ne propose pas de suites administratives car l'exploitant a justifié que :

- le dossier de porter à connaissance était en cours de rédaction,
- les dépassements des valeurs limites d'émissions observés sur les lixiviats pouvaient être liés au point de prélèvement,

- les échanges avec le SDIS pour les moyens de lutte incendie se poursuivaient.
Un courrier d'information sera transmis au procureur afin de l'informer du non respect des arrêtés préfectoraux de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Suite visite précédente bilan post exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.</p>
Constats : <p>L'exploitant a bien transmis un rapport amendé le 04/10/24 contenant la synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagnée de ses commentaires.</p> <p>A noter que l'ISDND du Pihourc 1 n'est plus en exploitation depuis 2012. Bien qu'aucun arrêté n'ait été rédigé pour acter la fermeture de cette zone, l'inspection prendra en compte l'année 2012 pour dater le début de la période de post-exploitation du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Couverture du casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Couverture du casier
Prescription contrôlée : <p>Dès le comblement de chaque alvéole, une couverture provisoire est mise en place. Les travaux de réalisation du réseau de captage des gaz doivent être réalisés au fur et à mesure du comblement des alvéoles. Dès la réalisation de ce réseau, la couverture finale est mise en place et doit présenter la configuration suivante, du bas vers le haut :</p> <ul style="list-style-type: none">• une couche d'argile de 0.30 m,

- un géotextile de drainage et de protection,
- une géomembrane PEHD 20/10,
- un géotextile de protection,
- une couche de terre végétale mélangée à du compost de 0.30 m.

De plus, cette couverture doit présenter une pente d'au moins 3 % permettant de diriger les eaux de ruissellement vers les dispositifs de collecte. Sur les pentes des talus profilés 1 hauteur pour 2 longueurs, le même dispositif est installé avec un géotextile, drainant les eaux pluviales, spécifique à l'accroche des terres. Une végétalisation de tous les terrassements doit être réalisée.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection que le casier n°4 de l'ISDND du Pihourc 1 n'avait pas fait l'objet d'une couverture finale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier cet écart à l'inspection et prévoir, dans les meilleurs délais, de réaliser ces travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Maintien des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/1997, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Maintien des équipements de collecte des lixiviats

Prescription contrôlée :

Arrêté du 12/12/2008, Article 31 "maintien des équipements" (site Pihourc) :

À la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements et équipements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état. La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. Les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats, ainsi que tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions pendant toute la durée de leur maintien.

Arrêté du 26/02/1997, Article 2.3 "collecte et stockage des lixiviats" (site Lieoux) :

[...] Les collecteurs, le puits de reprise et les regards seront réalisés de manière à garantir leur stabilité, leur entretien y compris l'entretien des drains et à permettre le contrôle du bon état général et leur débouchage éventuel.

Constats :

Le casier n°3 de l'ISDND du Pihourc 1 ne dispose pas de dispositif de drainage et de puits pour la collecte des lixiviats (cf. constat n° 16)

A posteriori de la visite, par mail du 06/12/24, l'exploitant a apporté des explications à cet écart : "d'après des agents présents à l'époque de son exploitation, le casier 3 n'en est pas vraiment un. C'est une extension du casier 5. Il n'a pas de drain en fond, juste du drainant. Il possède bien les barrières passives et actives. Étant au-dessus du casier n°5, les lixiviats se déversent naturellement et par gravité dans le casier n°5 (cf. schéma en annexe). Le point bas est donc le casier n°5. Ces 2 casiers ont été refermés réglementairement en 2019."

L'inspection considère que la collecte des lixiviats produits par ce casier est bien assurée.

Pour ce qui est des équipements de collecte de l'ancienne décharge "Lieoux", certains ne sont pas en bon état de marche : les lixiviats devraient être collectés dans un bassin puis transférés, par le biais d'une canalisation, vers la station d'épuration du site de Pihourc. Or, la canalisation de raccordement à la station est cassée. Les lixiviats sont donc pompés lorsque le bassin est plein. Afin de garantir l'absence d'impact de l'ancienne installation, l'exploitant doit :

- justifier qu'aucun lixiviat ne s'infiltre dans le sol / sous-sol en réalisant des investigations au niveau de la canalisation ;
- mettre en place une procédure visant à garantir que le "niveau haut" défini par l'exploitant ne soit jamais dépassé, pour éviter tout débordement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de garantir l'absence d'impact de l'ancienne installation Lieoux, l'exploitant doit :

- justifier qu'aucun lixiviat ne s'infiltre dans le sol / sous-sol en réalisant des investigations au niveau de la canalisation ;
- mettre en place une procédure visant à garantir que le "niveau haut" défini par l'exploitant ne soit jamais dépassé, pour éviter tout débordement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conditions de l'élimination - Caractérisation et contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3

Thème(s) : Autre, Conditions de l'élimination

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :

1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;

2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...]

[...]

IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Constats :

Deux rapports de caractérisation de collectivités (relatifs aux encombrants) ont été consultés le jour de la visite et transmis a posteriori de la visite.

Pour un des rapports, tous les ratios sont respectés sauf celui concernant les plastiques. Néanmoins, l'exploitant a expliqué à l'inspection qu'il s'agissait de plastiques ultimes (plastiques souillés, non recyclables).

Pour ce qui est du 2ème rapport, la benne (échantillon représentatif) est conforme. Le ratio relatif aux textiles est de 38% (caractérisation réalisée pour l'année 2024), l'exploitant a donc sensibilisé la collectivité en indiquant qu'à compter du 1er janvier 2025, le ratio maximal autorisé pour les textiles est de 30 %.

A noter que l'exploitant mène une étude en partenariat avec l'IUT de Tarbes sur le sujet des textiles pour évaluer les pistes d'amélioration.

Ce constat permet de lever le premier point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection que le dernier import sur le Registre National des Déchets et Terres excavées et Sédiments datait du 8/11/24. Une régularisation doit donc être faite pour rattraper les 3 semaines de décalage.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit revenir vers l'inspection pour confirmer que le décalage de 3 semaines dans les imports du registre a bien été rattrapé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stockage de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Durée de stockage déchets inertes
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par : "installation de stockage de déchets inertes » : installation de dépôt de déchets inertes, à l'exclusion des installations de dépôt de déchets où : - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent ; - les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif ; - les déchets sont valorisés en conformité avec les articles L. 541-31 et suivants du code de l'environnement.</p> <hr/> <p>Article 3 de l'Arrêté Préfectoral du 12/12/2008 :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection le jour de la visite que le dossier de porter à connaissance relatif au stockage de déchets inertes devait être déposé en fin d'année 2024. Il s'agit d'un non-respect du point 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2024. L'inspection ne propose pas à ce stade de suite administrative, l'exploitant ayant justifié que le bureau d'études était en cours de finalisation du dossier (le devis du bureau d'études signé par l'exploitant pour la réalisation du Porter à connaissance a été transmis à l'inspection).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit déposer au plus tôt le dossier de porter à connaissance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Situation administrative - Rubrique 1532

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/10/2023, article R. 511-9 (Annexe)
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1532
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur à 20 000 m³ (E)</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (D)</p>
Constats : <p>La télédéclaration relative au stockage de bois sur le site (rubrique 1532 - 3800 m3) a été faite le 06/12/24.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/06/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué au constat n°6, l'exploitant devait déposer un Porter à connaissance (PAC) au plus tard en fin d'année 2024 pour diverses modifications survenues au niveau du site, notamment au niveau du stockage de déchets de bois à l'entrée du site. Ce dossier n'a pas encore été reçu par l'inspection.</p> <p>Ce constat est un non respect du point 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024. L'inspection ne propose pas à ce stade de suite administrative, l'exploitant ayant justifié que le bureau d'études était en cours de finalisation du dossier (le devis du bureau d'études signé par l'exploitant pour la réalisation du Porter à connaissance a été transmis à l'inspection).</p> <p>Par ailleurs, le jour de la visite du 26/11/24, l'inspection a constaté qu'une activité de broyage de déchets verts, correspondant à la rubrique 2794, était réalisée au droit du casier n°6. Cette activité n'a pas été autorisée sur le site. En outre, les conditions d'exploitation prévues dans les arrêtés ministériels associés ne sont pas respectées : cette activité doit notamment être réalisée sur une plateforme étanchée, munie d'un réseau de collecte et avec des moyens incendie adéquats. L'inspection considère alors que l'exploitation, réalisée au droit du casier n°6, à proximité immédiate des puits de biogaz, doit cesser.</p> <p>Si l'exploitant décide de conserver cette activité, il devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • intégrer cette activité au PAC qui va être déposé ; • trouver un emplacement adéquat, permettant des respecter les prescriptions associées à cette activité.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit remettre, au plus tôt, le PAC relatif aux diverses modifications survenues sur le site.</p> <p>En outre, le stockage et le broyage de déchets verts réalisés au droit du casier n°6 doivent cesser ou être déportés vers une zone du site, respectant les différentes prescriptions applicables à ce type d'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Gestion des lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > II.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de stockage des lixiviats</p>

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire.</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.</p> <p>La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.</p> <p>L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - une bouée ; - une échelle par bassin ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. <p>Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviat pour prévenir tout débordement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place des actions correctives suite à la visite du 15 novembre 2023, les bassins sont désormais tous équipés d'échelles et d'une signalisation. Cependant, tous les bassins ne sont toujours pas équipés de bouées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un justificatif (photo) à l'inspection dès que les bouées seront mises en place au droit de chacun des bassins.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>
<p>N° 10 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des lixiviats</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 > III.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les lixiviats collectés sur le site sont traités avant d'être rejetés dans le milieu naturel ou réinjectés dans les conditions prévues au chapitre 4 du titre V. Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I sont rejetés dans le milieu naturel.

Constats :

Les deux bassins de stockage des lixiviats traités, bassin Babos et bassin TTCR, font l'objet d'analyses (cf. constat n° 17).

L'eau du bassin TTCR est utilisée pour l'arrosage du taillis très courte rotation.

L'eau du bassin BABOS est utilisée pour alimenter l'aire de lavage des véhicules.

Dans les deux cas, l'eau rejoint un bassin d'eaux pluviales : le bassin d'eaux pluviales EP6 -TTCR- pour les égouttures issues de l'arrosage du taillis très courte rotation et le bassin d'eaux pluviales EP4 pour l'aire de lavage.

Le jour de la visite, les résultats n'ont pas été présentés à l'inspection, ils ont été transmis a posteriori, par courriel du 06/12/24.

Les résultats des analyses effectuées en 2024 montrent des dépassements des valeurs limites d'émissions (VLE) fixées :

- des dépassements presque systématiques pour le paramètre O2 dissous ;
- des dépassements très fréquents pour les paramètres MES et pH ;
- des dépassements ponctuels pour les paramètres COT et DCO.

Comme indiqué au constat n°17, les analyses sont réalisées au droit des bassins BABOS et TTCR, soumis aux variations inhérentes à leur environnement qui peuvent avoir un impact sur la qualité de l'eau stockée.

Aussi, comme prévu au constat n°17, afin d'éviter des biais d'analyse, le point de prélèvement sera désormais localisé au niveau de canalisation de détournement, en sortie de station d'épuration.

Il s'agit d'un non-respect du point 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2024. L'inspection ne propose pas à ce stade de suite administrative, l'exploitant ayant justifié, comme précisé ci-dessus, que les analyses réalisées au niveau du point de prélèvement actuel (non réglementaire) pouvaient ne pas être représentatives de la qualité des lixiviats traités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre, à l'inspection, les résultats de l'année en cours correspondant aux analyses réalisées au niveau de canalisation de détournement, en sortie de station d'épuration, pour confirmer le retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Exigences relatives à la collecte et au traitement des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 14 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

[...]

Les eaux issues des éventuels réseaux de drainage des eaux superficielles ou souterraines sont collectées et rejetées au milieu naturel sans traitement, après contrôles.

[...]

Constats :

Le site dispose de 6 bassins de collecte des eaux pluviales :

- bassin n°1 : Lieoux amont
- bassin n°2 : Lieoux aval
- bassin n°3 : Pihourc I
- bassin n°1 : Pihourc II
- bassin n°1 : Aire des bennes à l'entrée du site
- bassin n°1 : TTCR

Le jour de la visite, les résultats n'ont pas été présentés à l'inspection, ils ont été transmis a posteriori, par courriel du 06/12/24.

Les résultats des analyses effectuées en 2024 montrent un seul dépassement pour le paramètre MES au niveau du bassin d'eaux pluviales EP3 : concentration égale à 48 mg/ l le 23/01/24, avec une valeur limite d'émission (VLE) fixée à 35 mg/l.

A noter qu'en 2023, deux autres dépassements ont été constatés sur ce même bassin :

- concentration en DBO5 égale à 110 mg/l (pour une VLE fixée à 30 mg/l) ;
- concentration en DCO égale à 260 mg/l (pour une VLE fixée à 125 mg/l).

L'exploitant a précisé lors de la visite que le bassin EP4 avait été curé en 2023.

Compte tenu des derniers résultats d'analyses réalisées en 2024, l'exploitant doit veiller à ce que les VLE fixées pour les rejets ne soient pas dépassées en 2025, à défaut, un curage du bassin EP3 devra être envisagé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revenir vers l'inspection dès que les résultats des analyses sur les bassins des eaux pluviales sont réceptionnés, et proposer, en cas de dépassement(s), des mesures permettant de revenir à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte du biogaz

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

L'exploitant a montré à l'inspection le jour de la visite le capteur permettant de mesurer les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂, CO et H₂S.

Ce constat permet de lever le point 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est précisé dans l'arrêté préfectoral.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté, le jour de la visite, le programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.

Il doit être transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le programme de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés doit être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée : <p>Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas présenté, le jour de la visite, la cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Cette cartographie, réalisée en 2020, doit être transmise à l'inspection.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
La cartographie des émissions diffuses de méthane doit être transmise à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté, le jour de la visite, le programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Le programme doit être transmis à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats doit être transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 16 : Gestion des lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22 > II.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi de traitement des lixiviats</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; - la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; - les quantités d'effluents rejetés ; - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le document permettant de suivre la hauteur des lixiviats dans les puits de collecte a été présenté à l'inspection le jour de la visite.</p>

Le suivi, dans ce document, s'étend d'aout à octobre 2024 et il concerne les casiers n° 4, 5, 6 et 7. Aucune hauteur ne dépasse 30 cm.

Ce constat permet de lever le point 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II. Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence déterminée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas présenté le programme de surveillance des rejets. Ce dernier a été mis à jour à la suite de la visite et transmis à l'inspection par courriel du 06/12/24. Ainsi, l'exploitant respecte les dispositions susvisées en ayant mis en place un programme de surveillance des rejets mais celui-ci ne respecte pas les modalités définies en annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Ce nouveau programme reprend les différentes prescriptions applicables au site, notamment celles de :

- l'arrêté ministériel du 15/02/2016 ;
- l'arrêté préfectoral du 12/12/2008 ;
- l'arrêté préfectoral du 05/12/2011.

L'exploitant a transmis en parallèle du nouveau programme, les modifications apportées avec les justifications associées.

L'inspection considère que :

- le programme de surveillance des lixiviats bruts doit être modifié, conformément aux propositions de l'exploitant, comme suit :
 - Arrêt des analyses suivantes : NTK, NO₂, NO₃, température, Al.
 - Fréquence d'analyse semestrielle pour les installations non soumises à l'arrêté ministériel du 15/02/2016 (Lieux et Pihourc I).
 - Fréquence d'analyse trimestrielle pour Pihourc II.
- le programme de surveillance des lixiviats traités doit être modifié comme suit :
 - Les analyses, effectuées jusqu'alors au niveau des deux bassins de collecte des lixiviats traités (bassin BABOS et bassin TTCR), seront désormais réalisées au niveau de la

canalisation de détournement vers le bassin de sécurité, l'arrêté préfectoral du 05/12/11 ne précisant pas le point de prélèvement.

- Les deux bassins continueront néanmoins à être analysés de façon annuelle pour les besoins de suivi et d'exploitation de l'exploitant.
- Pour le point de prélèvement au niveau de la canalisation de détournement vers le bassin de sécurité, les métaux seront ajoutés, avec une fréquence hebdomadaire.
- Concernant le suivi post TTCR, l'analyse des métaux sera ajoutée. L'inspection considère qu'une fréquence mensuelle doit être mise en place.
- Analyse annuelle et non plus mensuelle pour les paramètres suivants : Ca, Phosphate, E. Coli, Chlorophylle a et Phénopigments, conformément à l'arrêté préfectoral du 05/12/11.
- Analyse mensuelle à rajouter : NGL (conformément à l'arrêté ministériel du 15/02/2016).
- L'inspection considère que les paramètres As et PFOS doivent être ajoutés au programme de surveillance pour les deux points de prélèvements (avant et post TTCR), de façon mensuelle.
- le programme de surveillance des eaux pluviales ne respecte pas la réglementation applicable en ce qui concerne les fréquences de mesures (fréquence annuelle dans le programme de surveillance, qui émane de la prescription de l'article 20 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008, alors que l'arrêté ministériel du 15/02/2016 impose une fréquence plus contraignante : fréquence trimestrielle et semestrielle pour les sites respectivement en exploitation et en post exploitation). L'exploitant doit revenir vers l'inspection pour justifier cet écart.
- les propositions faites par l'exploitant pour le suivi des eaux souterraines répondent bien à la réglementation applicable :
 - Analyses à réaliser tous les six mois.
 - Arrêt des analyses suivantes : CN, Phénols, P.
 - Ajout des analyses suivantes : Potentiel redox, résistivité, Mg²⁺, BTEX, coliformes, entérocoques, salmonelles (conformité à l'arrêté ministériel du 15/02/2016).
- les propositions faites par l'exploitant pour le suivi de la qualité du biogaz répondent bien à la réglementation applicable. La torchère, fonctionnant moins de 4500 heures par an, peut être analysée seulement tous les deux ans.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le nouveau programme de surveillance de l'installation doit être amendé avec les remarques susvisées faites par l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ; - paramètres biologiques : DBO₅ ; - paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ; - autres paramètres : hauteur d'eau. <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.</p> <p>Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.</p> <p>En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection qu'il s'était rapproché d'un laboratoire susceptible de pouvoir réaliser l'analyse de la radioactivité des eaux souterraines au droit du site.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats de cette analyse à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats de cette analyse à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 19 : Dispositif de détection des départs d'incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16</p>
<p>Thème(s) : Autre, Rejets et incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« VI. La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs</p>

<p>d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>« Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>« Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>« Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une caméra thermique orientée sur le casier en cours d'exploitation. Une astreinte est organisée hors horaires d'ouverture pour intervenir en cas de détection incendie.</p> <p>Une autre caméra (non thermique) est activée en journée, et utilisée par l'agent présent au niveau du pont bascule.</p> <p>Les agents sur place sont équipés de téléphones pour alerter en cas de départ de feu.</p> <p>Une ronde est réalisée sur le site au moment de la fermeture du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Risques incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 25.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie, comprenant au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un extincteur dans tous les locaux (chantier, exploitation, traitement des lixiviats et biogaz) ; - la présence de réserves incendies de 500 m3 chacune aménagées au niveau des 3 bassins d'eaux de ruissellement internes, chacun des bassins est équipé d'un raccord pompier ; - une réserve d'au moins 100 m3 de matériaux inertes de couverture disponible en permanence ; <p>une voie engin permettant en permanence l'accessibilité aux façades et à la plateforme technique, aux installations techniques et aux casiers en exploitation ;</p> <p>- [...]</p>

Constats :

Le SDIS a fait une visite du site le 16/04/24.

Deux réserves à incendie ont été identifiées lors de cette visite pour assurer les besoins en eau de la partie haute du site (casiers en cours d'exploitation) :

- le bassin "eaux pluviales" en rive gauche de 3200 m3 (équipé d'une crépine et d'une canalisation d'aspiration),
- le bassin "eaux pluviales" Lieux aval de 1670 m3 (équipé d'une rampe).

Il y a donc bien une réserve supérieure à 1500 m3 sur le site.

Le plan de défense incendie, consulté le jour de la visite, précise la localisation des autres moyens de lutte incendie (RIA et extincteurs) et le stockage des matériaux inertes.

Suite à sa visite, le SDIS a émis, par courriel à l'exploitant, des remarques et recommandations, notamment une concernant la qualité de l'eau des bassins d'alimentation identifiés pour les réserves incendie :

"Bassin d'alimentation :

Présence d'eau noirâtre, il conviendra dans un premier temps de réaliser une analyse afin de savoir si celle-ci est compatible ou non avec les pompes de nos engins de secours. En cas de problème, vidange du bassin et nettoyage de celui-ci de façon plus régulière."

L'exploitant doit alors préciser :

- si la qualité de l'eau des réserves incendie identifiées est compatible avec les équipements du SDIS,
- les modalités d'entretien de ces bassins.

Une réserve incendie, localisée en partie basse de l'installation (entrée, bureaux, stockage de bois et des déchets de bois), est à l'étude. Le bassin "BABOS" contenant de l'eau osmosée pourrait être validé. Une crépine et une aspiration devront être mises en place, le cas échéant.

Ce constat ne permet pas de justifier que les moyens de lutte contre l'incendie sont efficaces (demande du SDIS de vérifier la compatibilité des eaux avec les pompes de leurs engins de secours) conformément à l'article 25.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008, ainsi il s'agit d'un non respect du point 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser :

- si la qualité de l'eau des réserves incendie identifiées est compatible avec les équipements du SDIS (transmettre l'analyse mentionnée par le SDIS),
- les modalités d'entretien de ces bassins.

L'exploitant doit revenir vers l'inspection pour préciser si le bassin BABOS est désormais considéré comme une réserve incendie et transmettre les justificatifs de mise en place des équipements adéquats (crépine + aspiration).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 21 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33bis

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :

- « - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;
- « - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- « - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- « - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- « - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- « - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- « - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- « - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

« **II.** Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« **III.** En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie. »

Constats :

Le plan de défense incendie (PDI) a été transmis à l'inspection a posteriori de la visite, le 09/12/24 par courriel.

L'exploitant doit compléter le document avec les éléments ci-dessous, non mentionnés dans le PDI :

- l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations ;
- le plan de situation des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre.

En outre, suite aux échanges réalisés avec le SDIS dans le cadre de l'élaboration du PDI, ce dernier préconisait la réalisation d'une étude de dangers relative à la centrale de valorisation du biogaz :

"Centrale valorisation du biogaz :

Réalisation d'une étude de danger afin de confirmer les périmètres d'évacuation.

Dans la perspective d'une confirmation de ces périmètres, en cas de dégagement de vapeurs acides liées au stockage présents sur site, possibilité de mettre en place des détecteurs en périphérie du site."

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les conclusions de cette étude.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- préciser les modalités de rétention des eaux incendie et la localisation des vannes sur le plan des réseaux ;
- transmettre les conclusions de l'étude de dangers relative à la centrale de valorisation de biogaz.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : Prévention du risque incendie (Natech)

Référence réglementaire : Autre du 11/10/2024, article Code forestier : L. 133-1 et L. 134-5 et suivants

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie (Natech)

Prescription contrôlée :

En Haute-Garonne : Abords de tous les bois et forêts

Débroussaillage à effectuer en période hivernale

Article L. 134-5 du code forestier

En vue de la protection des constructions, chantiers et installations de toute nature, le plan de prévention des risques naturels prévisibles prévoit le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé dans les zones qu'il délimite et selon les modalités qu'il définit.

Article L134-6 du code forestier

L'obligation de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé s'applique, pour les terrains situés à moins de 200 mètres des bois et forêts, dans chacune des situations suivantes :
1° Aux abords des constructions, chantiers et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres ; le maire peut porter cette obligation à 100 mètres ; [...]

Article L134-8 du code forestier[...]

Les travaux mentionnés à l'article L. 134-6 sont à la charge :

1° Dans les cas mentionnés aux 1° et 2° de cet article, du propriétaire des constructions, chantiers

et installations de toute nature, pour la protection desquels la servitude est établie ;
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a expliqué à l'inspection que certaines zones, en périphérie du site, faisaient partie des zones de compensation mises en place suite à l'extension de l'ISDND.</p> <p>L'exploitant doit donc d'abord identifier les secteurs ne faisant pas partie des zones de compensation et faisant l'objet des obligations légales de débroussaillage, avant d'entreprendre les opérations de débroussaillage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de trois mois, l'exploitant doit transmettre un plan avec les zones faisant l'objet des OLD dans un premier temps, puis les justificatifs de mise en place des opérations de débroussailllements sur les secteurs identifiés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite